

Les chaînes TV privées passibles de fermeture

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3878 - Lundi 23 mai 2016 - Prix : 10 DA

L'examen de fin du cycle primaire s'est déroulé au sein des écoles

Les sujets à la portée de tout le monde

Page 24

Forum algéro-britannique sur l'investissement

Bouchouareb appelle à diversifier le partenariat

Page 2

Le jeu du tout ou rien

Par Mohamed Habili

En règle générale, lorsqu'un camp au sein d'un système politique perd une position de première importance, tous ses autres déboires en découlent avec une logique inexorable, avec une rigueur pour ainsi dire mécanique. Pour lui c'est la série noire qui commence ; elle ne s'arrêtera que lorsqu'il sera réduit à néant, mis au ban du système. Dans les luttes de pouvoir, dès lors qu'elles sont enclenchées, il n'y a pas, il n'y a plus de demi-mesures. On ne peut avoir voulu tout le pouvoir, avoir tout entrepris pour s'en saisir, et puis, une fois qu'on a échoué, en gardant néanmoins les positions desquelles on est parti pour le prendre d'assaut, le monopoliser. Qui se lance à la conquête de tout le pouvoir est dans l'obligation de s'en emparer en entier. Il n'a pas le droit à l'erreur. Car c'est ce qu'il a déjà que du même coup il a mis en jeu, pour autant d'ailleurs qu'il ne risque pas la prison et même le déshonneur s'il rate son but. Voilà pour le général.

Suite en page 3

Le patronat veut sa part dans le développement des énergies renouvelables

Le FCE lance un espace de réflexion sur l'énergie

Page 3



Ph/E. Soraya/J. A.

Smartphone Lenovo GRATUIT
2 Mois Internet + Appels INCLUS

ooredoo

www.ooredoo.dz/maxy



Appareil photo 5 mégapixels
Ecran 4 pouces

Smartphone GRATUIT

7990 DA*
CRÉDIT

7990 DA

*Crédit offert supérieur à 7990 DA, 2000 DA de crédit valable pour tous les appels et SMS nationaux et internationaux et 1 Go d'internet offert, attribués le jour de la souscription à l'offre (crédit et internet valables 30 jours) et 2000 DA de crédit valable pour tous les appels et SMS nationaux et internationaux et 1 Go d'internet offert, attribués 30 jours après la souscription à l'offre (crédit et internet valables 30 jours). Offre valable dans tout le réseau de vente Ooredoo dans la limite du stock disponible, dans les wilayas 3G de Ooredoo. Plus d'informations au 0650 000 333 - ooredoo.dz

Forum algéro-britannique sur l'investissement

Bouchouareb appelle à diversifier le partenariat

■ Lors du 2^e Forum d'affaires algéro-britannique, tenu hier à Alger, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, a prôné un partenariat valorisant davantage la diversification économique du pays.

Par Yacine Djadel

En effet, lors de son intervention, hier, au 2^e Forum d'affaires algéro-britannique, avec la participation de près de 500 opérateurs des deux pays, le ministre de l'Industrie, tout en se focalisant sur un échange visant à diversifier plus l'économie nationale, celui-ci n'a pas manqué de rappeler aux entreprises britanniques de saisir les opportunités d'investissements qu'offre l'Algérie, et ce, particulièrement dans les secteurs industriels, qui selon lui, sont créateurs de valeur ajoutée et d'emplois, en dehors des hydrocarbures et dans une logique d'import-substitution. A cet effet, c'est dans ce contexte que M. Bouchouareb a réitéré la volonté de l'Algérie qui est résolue à sortir de la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et à créer les conditions d'une économie diversifiée, compétitive, ouverte et en phase avec les évolutions structurelles de l'économie mondiale. «Ainsi, le partenariat avec les Britanniques doit être en droite ligne avec la stratégie du gouvernement de diversifier l'économie nationale, considérée comme une priorité élevée au rang de cause nationale», a-t-il déclaré avec insistance. Assurant, par ailleurs, à ce propos que, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, veillait en personne à relever ce défi. Toujours dans la même perspective, le ministre a, notamment, cité les filières structurantes à forte valeur ajoutée, telles que les industries électriques et électroniques, l'industrie mécanique et les systèmes de transport, les industries du numérique, ainsi que les secteurs de valorisation des ressources naturelles et les industries manufacturières. C'est dans ce sens d'ailleurs que le ministre a également évoqué les filières de l'avenir telles que l'industrie des énergies renouvelables, le tourisme et l'agriculture qui



PH/D.R.

représentent des priorités pour lesquelles le gouvernement est disposé à fournir, à cet effet, toutes les aides et l'accompagnement nécessaires pour cela. S'adressant aux Britanniques, il a ajouté sur ce point que «nous encourageons nos partenaires à déployer dans notre pays des activités intenses en technologie, à participer au développement de l'ingénierie de la fabrication d'équipements ainsi que dans la recherche et le développement et ce, en partenariat avec nos entreprises publiques et pri-

vées», a-t-il relevé. Pour plus de précisions dans son message véhiculé à l'égard des Britanniques, M. Bouchouareb, n'a pas manqué d'ajouter : «Nous attendons de nos partenaires le transfert du savoir-faire et de la technologie mais aussi des possibilités de remontée dans les filières et d'ouverture de perspectives à l'export». Par ailleurs, pour ce qui est des échanges algéro-britanniques dans le domaine énergétique, le gaz naturel liquéfié en particulier, d'après les observations du

ministre, si ces derniers avaient permis de construire, sur des décennies, une relation de confiance réciproque, ils ont aussi confirmé la place de l'Algérie en tant que partenaire sérieux et respectueux de ses engagements. A ce propos, M. Bouchouareb s'est exprimé, d'ailleurs en disant que «ce que nous avons pu construire sur ce volet peut et doit être reproduit dans d'autres secteurs. Il n'y a aucune raison pour que ça ne marche pas autant, sinon mieux», a-t-il souhaité. A cet effet, tou-

jours selon le ministre, l'Algérie a reconstruit ses équilibres économiques et financiers et s'est engagée résolument dans un processus d'accélération des réformes économiques au point d'être aujourd'hui l'une des meilleures destinations d'investissement du sud de la Méditerranée et du monde arabe, a-t-il affirmé. De son côté, l'envoyé spécial du Premier ministre britannique en Algérie, Lord Risby, a affirmé que David Cameron considère l'Algérie comme un pays très stable et un partenaire fiable. Tout en ajoutant que ce dernier considère l'Algérie comme un pays très stable dans une région qui connaît des difficultés. «Nos relations sont solides dans les domaines sécuritaire, de la défense et économique et que nous comptons renforcer davantage», a-t-il déclaré. Pour sa part, l'ambassadeur britannique à Alger, Andrew Noble, a soutenu que l'Algérie ne constituait pas seulement un marché pour la Grande-Bretagne. «Si vous vous approchez de l'Algérie juste pour y vendre, vous ne pourriez pas voir les énormes opportunités d'investissements qu'elle recèle et que je vous invite à découvrir», a-t-il assuré à l'adresse des hommes d'affaires britanniques présents à ce forum. Pour plus de crédibilité quant à toute l'importance et consolidation de ce forum aux yeux des deux pays, la porte-parole du Commissaire européen en charge du climat et de l'énergie, Anna-Kaisa Iltkonen, n'a pas manqué, elle aussi, de déclarer, hier, depuis Bruxelles que «l'Algérie restera un partenaire-clé de l'Europe sur le plan énergétique et troisième fournisseur de l'Europe en gaz, derrière la Russie et la Norvège. L'Algérie restera également un partenaire-clé de l'Union européenne (UE) dans le cadre de sa stratégie visant à assurer la sécurité énergétique de l'Union», a-t-elle expliqué.

Y. D.

Signature prochaine de 3 accords de coopération

TROIS accords de coopération vont être signés entre l'Algérie et la Grande-Bretagne dans les domaines fiscal, des échanges entre les chambres de commerce des deux pays et de l'éducation, a indiqué, hier à Alger, le ministre délégué britannique du Trésor, Greg Hands. «Il s'agit d'abord d'un traité de non double imposition entre les deux pays qui permettra de renforcer la présence des entreprises britanniques en Algérie et vice versa», a-t-il précisé lors de ce 2^e Forum algéro-britannique sur l'investissement. A cet effet, ce traité fiscal devrait entrer en vigueur en janvier 2017 en Algérie et en juin 2017 en Grande-Bretagne, a-t-il ajouté, sans préciser la date prévue pour la signature des accords en question. Par ailleurs, le deuxième accord sera signé entre les deux Chambres de commerce et d'industrie des deux pays pour offrir à leurs opérateurs un cadre de travail propice à l'échange et au partenariat. Quant au troisième accord, il portera sur l'ouverture d'une école britannique internationale en Algérie, qui proposera un enseignement en langue anglaise et en offrant à ses élèves les programmes scolaires britannique et algérien, a-t-il détaillé.

Y. D.

L'Onda menace de poursuites judiciaires pour diffusion illégale d'œuvres artistiques

Les chaînes TV privées passibles de fermeture

Le directeur général de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) a fustigé hier les chaînes privées en les accusant de véritables «pirates» d'œuvres artistiques, tout en promettant une forte réplique si les pirateries continuaient à être diffusées. Bencheikh El-Hocine Sami, lors d'une conférence de presse tenue au Centre culturel Aissa-Messaoudi de la Radio nationale, a haussé le ton en menaçant les chaînes de télé de poursuites judiciaires passibles de leur fermeture, si elles persistaient à ne pas régulariser leurs situations envers l'Onda. «Des chaînes de télévision privées non respectueuses des droits d'auteur feront très prochainement l'objet de poursuites judiciaires

en référé par l'office, une action pouvant se solder par l'interdiction pure et simple à ces chaînes d'exercer sur le sol algérien», a-t-il averti. Selon lui, ces chaînes continuent, visiblement, à faire la sourde oreille en dépit des mises en demeure jusque-là adressées par l'office. A celles qui s'en défendent arguant du fait qu'elles émettent leurs programmes à partir d'un pays étranger, et ne sont donc pas assujetties au droit algérien, M. Bencheikh El Hocine rétorque qu'elles «ne devraient à ce moment-là avoir sur le sol algérien qu'un simple bureau de représentation avec pas plus de quatre membres, et bien identifiés de surcroît (...) Or, ces entreprises exercent comme des

chaînes nationales avec tous les moyens lourds et un important nombre d'employés», fulmine le confédéré. A ce propos, M. Bencheikh a réitéré un dernier avertissement en vue de se conformer à la législation régissant les droits d'auteur et la propriété intellectuelle au risque de faire payer de lourdes factures au pays. En effet, en diffusant illégalement des films et des séries étrangères, les chaînes TV privées algériennes engagent la responsabilité pénale de l'Algérie sur la scène internationale. Sami Bencheikh El Hocine cite au passage l'exemple à suivre de deux chaînes (Ennahar et Echourouk) qui se sont aussitôt conformées à la loi. Tout en s'étalant sur l'immense préjudice

moral et financier porté à nos artistes et écrivains, le DG de l'Onda a précisé par ailleurs que «dans le cas d'un litige pour piratage d'une œuvre étrangère exploitée en Algérie, et porté dans un cadre international, c'est la responsabilité directe de l'Etat algérien qui est engagée». D'où la double nécessité de conjurer les efforts et d'engager tous les moyens idoines de lutte contre le phénomène du piratage, mais surtout l'adaptation permanente des moyens aux avancées technologiques donnant aujourd'hui lieu non seulement à une multiplication des supports, mais aussi à une dématérialisation de l'acte de piratage. A ce titre, il n'a pas oublié de remercier tous les acteurs associés à

cette lutte, entre médias et forces de sécurité tous corps confondus, dont le précieux apport conférerait plus d'efficacité aux actions de l'Onda. M. Bencheikh El Hocine a en outre annoncé l'ouverture, aujourd'hui à Alger, du premier Forum international dédié à la lutte contre le piratage des œuvres, et ce, en présence du premier ministre Abdelmalek Sellal, plusieurs responsables d'organisations internationales de protection des droits d'auteur ainsi que de célèbres artistes à l'instar de la star Ait-Menguellat. Privilégiant les actions de sensibilisation par excellence, la tenue dudit forum sera assortie du lancement d'une large campagne de sensibilisation par l'Onda.

Meriem Benchaouia

Le patronat veut sa part dans le développement des énergies renouvelables

Le FCE lance un espace de réflexion sur l'énergie

■ Le Forum des chefs d'entreprises affirme son intérêt pour l'investissement dans le secteur de l'énergie, dont les énergies renouvelables dans le contexte de conjoncture économique difficile à cause de la chute des prix de pétrole.

Par Nacera Chennafi

Le FCE lance un espace de réflexion sur le secteur de l'énergie appelée « Energia », c'est ce qu'a été annoncé hier par le vice-président du patronat, Brahim Benabdesslam. Il s'agit du premier club de réflexion réunissant, opérateurs, experts et économistes activant dans le secteur de l'énergie en Algérie et à l'international. Ainsi, à travers « Energia », le FCE souhaite « favoriser un débat large, stimuler des réflexions constructives et produire des analyses pertinentes pour répondre aux défis énergétiques à l'échelle nationale et internationale ». Pour Mr. Benabdesslam, il s'agit « d'alimenter les réflexions « concrètes » pour que l'Algérie devienne un acteur « mondial ». A ce propos, le vice-président du FCE déclare : « le secteur de l'énergie est celui dans lequel on peut jouer rapidement, d'où l'idée de création d'un espace de réflexion ouvert ». Dans ce cadre, Salah Abdessamad, également vice-



président du FCE a parlé du lancement d'un nouveau modèle économique pour l'Algérie annoncé par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Un modèle qui sera examiné lors de la prochaine tripartite. Ce responsable a souligné la marginalisation du privé dans le domaine de l'énergie, affirmant que l'annonce du programme d'énergie électrique portant sur « 22 000 mega watts reste historique, où le secteur

privé pourra intervenir. L'entreprise privée pourra prendre le leadership dans ce programme ». Il a évoqué aussi la possibilité de créer des milliers d'emplois à travers un noyau de grandes entreprises. Dans ce sillage, M. Benabdesslam a affirmé que le président du FCE, Ali Haddad a décidé de mobiliser toutes les entreprises pour la réussite de ce programme considéré comme levier de croissan-

ce. Il dira aussi que le patronat FCE a été rassuré par le ministre de l'Energie Salah Khebbi concernant l'ouverture des énergies renouvelables au privé. L'expert pétrolier, Francis Perrin a soutenu l'investissement du privé dans les énergies renouvelables évoquant les défis de la consommation interne et l'exportation. L'expert évoquera aussi le gaz de schiste tout en affirmant la sensibilité du sujet. **N. C.**

Francis Perrin, expert pétrolier

«La prochaine réunion de l'Opep sera un échec»

« Il y a ceux qui disent qu'on ne verra plus jamais un baril à 100 dollars, je n'en suis pas sûr... » a indiqué hier le directeur de la rédaction de la revue Pétrole et Gaz arabes, Francis Perrin. Mais l'expert affirme que dépasser ce seuil n'est pas pour bientôt, préférant parler d'un « rééquilibrage des prix » de l'or noir. Dans une conférence de presse organisée par Algérie-eco hier au niveau de l'hôtel Sheraton à Alger, l'expert est revenu sur l'échec de la dernière réunion de Doha qui avait regroupée les membres de l'Opep et les non membres. Pour la prochaine réunion de l'Opep prévue en juin, M. Perrin s'attend aussi à un échec à cause notamment du désaccord entre l'Arabie saoudite et l'Iran alors que les pays de l'Opep doivent s'entendre pour augmenter les prix du baril. A ce propos, il a ajouté que « les 13 pays qui composent cette organisation ont de nombreuses différences entre eux. Ils ont en commun leur dépendance au pétrole et le fait qu'ils ont intérêt à avoir des revenus de pétrole importants, ils ont besoin d'avoir des prix raisonnables pour ne pas voir leurs économies sombrer ». Selon cet expert : « le problème de la gouvernance de l'Opep est que cette dernière pour prendre une décision, il faut que tous les pays soient d'accord. Or pour que les principaux pays soient d'accord, il faut qu'il y ait consensus sur la réduction de la production et non pas son gel.

S'il y a un pays qui est en désaccord avec le reste, l'OPEP est paralysée. On l'a vu avec la réunion de Doha du mois d'avril qui a été un échec et ce sera le même résultat pour celle du 2 juin prochain. Il a relevé aussi un autre facteur qui est celui de la réunion de la Banque américaine affirmant que si le dollar baisse, le baril baissera aussi expliquant qu'il y a un lien entre la valeur du dollar et les prix de pétrole. L'invité rappelle que la baisse des cours du brut affecte les pays émergents, dont le Qatar, le Venezuela et l'Algérie. Cependant, il explique que le cas de l'Algérie diffère du Venezuela du fait que ce dernier n'a pas pris soin de se constituer un « matelas » de réserves financières. A ce propos, il a souligné que l'Algérie avait 190 milliards de dollars quand les prix de pétrole ont chuté en fin 2014. Et entre 2015 et 2016, les réserves de change ont baissé de 50%, ce qui a fait que le pays n'a pas été étranglé. Pour le Venezuela c'est différent, du fait que ce pays a dépensé ses recettes pétrolières et n'a pas eu recours au fonds souverain à l'inverse du Koweït, l'Irlande et l'Algérie. Cependant, selon le conférencier, la remontée actuelle des prix du pétrole à 50 dollars n'est pas une garantie. Est-ce que Sonatrach pourrait supporter pour longtemps la situation ? Pour cet expert, Sonatrach ne pourra pas porter le pays sur son dos à elle seule. Il faudrait selon



lui encourager l'investissement privé national et étranger notamment dans le domaine des énergies renouvelables, ajoutant que l'Algérie a des atouts par rapport à la pétrochimie. « Le champ énorme de l'efficacité énergétique renouvelable peut être pris par les PME » a-t-il soutenu. Il a cité aussi les potentialités considérables surtout en énergie solaire et que « l'Etat doit juste jouer un rôle de régulateur ». Selon lui, « il n'y a pas de raison de limiter l'investissement dans le secteur de l'énergie à Sonatrach ». Mr Perrin a donné l'exemple des Emirats arabes unis en particulier Dubai concernant la réussite en matière de diversification économique. Pour cet expert, il n'y a pas de fatalité et chaque pays pourra arriver à une diversification énergétique « mais en fixant une vision et un objectif à long terme » dira le conférencier. Dans ce cadre, il a affirmé qu'en «

2016, il faut lancer les projets importants ». Cette année doit être selon M. Perrin, le coup d'envoi des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique « il ne faut pas retomber dans le piège de l'augmentation des prix de pétrole » a-t-il conclu. S'exprimant en marge de la conférence de presse, il a soutenu que la solution pour l'Algérie comme pays dépendant des hydrocarbures n'est pas de réduire les effectifs et l'investissement même, si les prix du pétrole baissent. « Il est souhaitable que Sonatrach ne réduise pas ses investissements malgré la baisse des recettes ». S'agissant des risques de la montée en puissance de l'Iran, il a expliqué que le risque existe si le retour de l'Iran sur le marché pétrolier mondial se fait d'une manière rapide. A ce propos, il a évoqué le risque par rapport à la chute des prix de pétrole, cependant, selon lui avec l'augmentation de la consommation en même temps, il y a un équilibre. Concernant l'exploitation du gaz de schiste, M. Perrin a souligné que le débat sur cette question doit être tranché entre Algérien. Dans ce cadre, l'expert a affirmé que la question doit être posée « si l'Algérie veut rester un pays important exportateur de gaz, le pays serait obligé de développer le gaz non conventionnel, dont le gaz de schiste. Et si aussi l'Algérie veut revoir à la baisse l'exportation de gaz vers l'Europe... ». **N. C.**

LA QUESTION DU JOUR

Le jeu du tout ou rien

suite de la page Une

Pour le particulier, on aura compris que dans la bataille qui fait rage aujourd'hui pour la succession du président Bouteflika, dans la perspective pourtant encore assez lointaine de 2019, les deux camps en présence jouent le tout pour le tout, chacun étant déterminé en quelque sorte à vaincre ou à périr. C'est d'ailleurs cet engagement total de part et d'autre qui fait tout l'intérêt de la chose. Le camp qui est en train de perdre, qui d'une certaine façon a déjà perdu, puisqu'il a déjà été dépossédé d'une position stratégique, mais qui néanmoins n'a pas encore tout perdu, ne peut éviter la débâcle, retourner la situation à son avantage, que s'il parvient à troquer ce qu'il a perdu contre bien mieux encore : le pouvoir suprême. En clair, il lui faut réaliser un coup d'Etat. Le peut-il encore, ou ne le peut-il plus ? S'il le peut encore, il le fera. Car il aura peur que d'ici l'échéance de 2019, on lui aura fait un enfant dans le dos. S'il ne le peut pas, et c'est là l'hypothèse la plus forte, fondée sur la nature même du système politique algérien, il ne fera que céder du terrain jusqu'à se voir acculé dans ses derniers retranchements, avant de devoir quitter également celles-ci, car dans ce genre de conflit, il n'y a guère de quartier. Pour l'heure, la bataille pour la succession (non pour le poste déjà occupé) se concentre autour de ce qu'on appelle l'affaire *El Khabar*. De quoi est menacé ce journal ? D'être fermé ? Pas du tout. Ceux qui le défendent contre Hamid Grine, coupable à leurs yeux de s'en remettre à la justice relativement à son rachat par un homme d'affaires fameux, font croire que tel est bien l'enjeu. En réalité, ce n'est pas le journal, mais ces propriétaires, qui eux sont bien menacés de quelque chose : de ne pas pouvoir vendre alors qu'ils sont en faillite. Encore que ce ne soit pas le journal qui l'est, mais la chaîne de télévision du groupe propriétaire de l'un et de l'autre. Mais comme le repreneur, le journal en question, et tous ceux qui le soutiennent, font partie d'un même camp politique en perdition, ils se mobilisent pour ne pas devoir subir tous ensemble une défaite, une de plus, sur ce terrain-là. Or tout indique que l'issue de cette bataille ne sera pas pour eux la fin de la série noire, le début du renversement de la conjoncture, celui du retour à l'offensive. C'est qu'ils ont tout contre eux dans cette affaire : la loi, la détermination de leurs adversaires, et plus que tout, l'opinion, qui se moque bien de ce qui peut leur arriver après tous les mensonges dont ils l'ont abreuvée. Leur grande défaite, celle dont tout découle, ce n'est peut-être pas la perte de la position stratégique dont il a été question au départ, mais le désaveu de l'opinion, totalement revenue de leurs impostures, et qui s'en lave les mains. **M. H.**

Ministère de la Solidarité nationale/Ramadhan 2016

Apport de 700 millions de dinars pour l'opération solidarité

■ La ministre de la Solidarité nationale, Mounia Meslem, a fait savoir que l'apport de son secteur dans le cadre de l'opération de solidarité pour le mois de ramadhan 2016, s'élevait à 700 millions de DA.

Par Salem K.

Le ministère de la Solidarité contribue à l'opération de solidarité pour le ramadhan 2016 avec un montant de 700 millions de DA soit 6 à 8% de l'enveloppe globale dédiée à cette opération, a affirmé M^{me} Meslem qui était l'invitée du forum du journal «El Hiwar». Elle a expliqué que 854 814 personnes issues de catégories démunies bénéficiaires de l'opération de solidarité ramadhan étaient inscrites sur la liste de l'allocation forfaitaire de solidarité prise en charge par son département ministériel ajoutant que les listes d'allocation forfaitaire de solidarité renfermaient plusieurs catégories de personnes sans revenus notamment les pères de famille, ou personnes âgées de plus de 60 ans et vivant seules, les handicapés moteurs ou mentaux et de femmes au foyer. Elle a rappelé que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales supervisait sur le plan humain et matériel l'opération de solidarité ramadhan et que les walis et présidents d'APC étaient responsables de l'élaboration des listes des personnes démunies, de l'acquisition et la distribution des aides alimentaires. Le Croissant-Rouge algérien participe lui aussi à l'opération de solidarité outre les associations caritatives et des bienfaiteurs, a-t-elle ajouté. Concernant les handicapés, M^{me} Meslem a fait savoir que son secteur œuvrait, en coordination avec le gouvernement, en faveur de l'augmentation de leur allocation mais que la conjoncture financière difficile empêchait la concrétisation de cet objectif. Toutefois, le secteur a mis au point un programme d'accompagnement des catégories vulnérables pour alléger leurs souffrances. Pour ce qui est de la modernisation de l'administration, la ministre a fait savoir que son secteur a été relié, en 2015, au fichier national



Ph/D.R.

de l'état civil et à la base de données des caisses de sécurité sociale pour l'actualisation des

listes de bénéficiaires. Elle a annoncé que 155 732 contrats d'insertion seront élaborés dans

le cadre du programme d'insertion des diplômés (PID) et au profit de 429 906 individus dans

le cadre du dispositif d'aide à l'insertion sociale (DAIS).

S. K./APS

Il sera organisé durant tout le mois de ramadhan à Béjaïa

«Un marché pour contrecarrer la spéculation»

La chambre de commerce et d'industrie Soummam de Béjaïa organise la 2^e édition du marché de ramadhan, sous le slogan «un ramadhan avec exclusivement des produits algériens» au niveau de la grande surface du Lac à Amriw et se tiendra durant tout le mois de jeûne. Ceci intervient après l'accord du ministre du Commerce et du wali, précise-t-on. Cette manifestation est initiée par la chambre de commerce et d'industrie Soummam-Béjaïa, en collaboration avec les services de la direction du commerce, direction des services agricoles,

direction de la pêche, l'Union générale des travailleurs algériens, des chambres consulaires, etc... Forts des résultats très encourageants obtenus durant l'édition 2015, cette manifestation économique de proximité, sera élargie aux produits manufacturés tels que les textiles, les cuirs, etc... Parmi les nombreux objectifs visés par cette opération de grande envergure, la disponibilité durant le mois sacré, des produits de large consommation à des prix abordables, contrecarrer la spéculation et les augmentations abusives des prix des produits de large consom-

mation. «Notre souci est de préserver aussi le pouvoir d'achat des travailleurs, l'identification des capacités productives de nos entreprises et le savoir-faire de nos managers et entreprises, la promotion du produit national en préférence aux produits importés, la mise en relation directe des consommateurs avec les producteurs dans le sillage du crédit à la consommation décidée dans la loi de finances 2016», soulignent les responsables de la chambre de commerce et d'industries de Béjaïa qui invitent l'ensemble des opérateurs économiques activant

dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, de l'agroalimentaire, de l'industrie, de l'artisanat ou leurs représentants à venir massivement exposer leurs produits à la vente et leur savoir-faire durant toute la période du mois de ramadhan. Elle invite aussi la population à venir en grand nombre afin de visiter la manifestation économique où durant toute la période du ramadhan où des produits locaux de qualité seront proposés à la vente à des prix très avantageux.

H. Cherfa

Sur les quatre premiers mois de l'année

Le déficit commercial se creuse davantage

Le déficit commercial de l'Algérie a atteint 7,632 milliards de dollars (mds usd) au cours des quatre premiers mois de l'année 2016, contre un déficit de 5,624 mds usd à la même période de 2015, soit une hausse de 35,7%, a appris dimanche l'APS auprès des Douanes algériennes. Les exportations ont nettement baissé à 7,545 mds usd durant les quatre premiers mois de 2016 contre 12,243 mds usd sur la même période de 2015, en recul de 38,4%, selon les données du Centre national de l'Informatique et des Statistiques des Douanes (Cnis). Les importations se sont également réduites mais à un moindre rythme, en s'établissant à 15,177 mds usd contre 17,867 mds usd,

en baisse de 15,06%, précise la même source. Les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger pour une part de 92,8% du volume global des exportations, avec un montant de 7,002 mds usd durant les quatre premiers mois 2016, contre 11,537 mds usd à la même période de 2015 (baisse de 39,31%). Les exportations hors hydrocarbures, qui ont représenté 7,2% du montant global des exportations, ont diminué à 543 millions usd, en baisse de 23,1% par rapport aux quatre premiers mois de 2015. Les exportations hors hydrocarbures sont composées des demi-produits avec 407 millions usd (contre 558 millions usd), des

biens alimentaires avec 96 millions usd (contre 104 millions usd), des produits bruts avec 20 millions usd (contre 33 millions usd), des biens d'équipement industriels avec 15 millions usd (contre 7 millions usd) et des biens de consommation non alimentaires avec 5 millions usd (contre 4 millions usd). Pour ce qui est des importations, tous les groupes de produits ont connu une baisse durant les quatre premiers mois de 2016. Les produits alimentaires ont reculé à 2,616 md sud (-22,7%), les biens d'équipement à 5,307 mds usd (-15,76%), les biens destinés à l'outil de production à 4,683 mds usd (-11,91%) et les biens de consommation non alimentaires à 2,571 md sud (-10,32%). Sur

les 15,177 mds usd d'importations enregistrées, un montant de 8,738 mds usd a été payé par cash (57,57% des importations), soit un recul de 17% des règlements par cash par rapport aux quatre premiers mois de 2015. Les lignes de crédit ont financé les importations à hauteur de 38% pour un montant de 5,767 mds usd, en baisse de 15,6%, alors que le reste des importations a été réalisé par le recours à d'autres moyens de paiements.

L'Italie et la Chine préservent leur statut de premiers partenaires

Les cinq premiers clients de l'Algérie, au cours des quatre

premiers mois de 2016, sont l'Italie avec 1,688 md usd (22,37% des exportations globales algériennes durant cette période), suivie de l'Espagne avec 962 millions usd (12,75%), de la France avec 907 millions usd (12,02%), du Canada avec 490 millions usd (6,49%) et de la Turquie avec 373 millions usd (4,94%). Avec aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête avec 2,69 mds usd (17,72% des importations globales algériennes entre janvier et avril), suivie de la France avec 1,788 md usd (11,78%), de l'Italie avec 1,5 md usd (9,89%), de l'Espagne avec 1,14 md usd (7,51%) et de l'Allemagne avec 879 millions usd (5,79%).

Younès T./APS

Sécurité énergétique

L'Algérie restera un «partenaire clé» de l'Europe

■ Troisième fournisseur de l'Europe en gaz, derrière la Russie et la Norvège, l'Algérie restera un «partenaire clé» de l'Union européenne (UE) dans le cadre de sa stratégie visant à assurer la sécurité énergétique de l'Union, a affirmé hier à Bruxelles, la porte-parole du Commissaire européen en charge du climat et de l'énergie, Anna-Kaisa Iltkonen.

Par Samy O.

«Les estimations de la consommation européenne de gaz, quel que soit le scénario, montrent que l'UE continuera à être un grand marché pour le gaz. L'UE restera en tout cas un importateur de gaz dépendant des fournisseurs externes. Dans ce contexte, l'Algérie continuera à être un fournisseur clé pour l'Europe, et pourra même augmenter ses parts de marché», a-t-elle déclaré à l'APS à la veille du forum d'affaires algéro-européen prévu mardi à Alger. La nouvelle stratégie de l'Union de l'énergie adoptée, il y a un peu plus d'une année, par la Commission européenne mise sur le développement du GNL et met l'accent sur la construction de nouveaux terminaux et leur raccordement au réseau européen de gazoducs, ce qui pourrait représenter pour l'Algérie «à la fois une opportuni-



investissements dans les secteurs des hydrocarbures, de l'énergie électrique, notamment d'origine renouvelable, et de l'efficacité énergétique», a-t-elle expliqué. Il s'agit également d'«analyser les contraintes et barrières à l'investissement et, le cas échéant, d'identifier des mesures d'amélioration du cadre des affaires et de créer un environnement favorable aux entreprises qui souhaitent investir dans les secteurs énergétiques de l'Algérie et de l'UE». La porte-parole du commissaire Canete a rappelé, dans ce contexte, la mise en place depuis une année d'une structure permanente de dialogue politique sur l'énergie entre l'UE et l'Algérie, dont le Forum d'affaires fait partie. «La décision d'organiser ce forum a été prise avec l'objectif prioritaire de la facilitation et la promotion des investissements européens dans les secteurs du gaz naturel et des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique», a-t-elle souligné. Selon Anna-Kaisa Iltkonen, le forum n'est pas un événement isolé mais une étape dans un processus qui doit continuer et monter en puissance dans les prochains mois. «Le Forum a suscité un remarquable niveau d'intérêt et de mobilisation que nous devons maintenant valoriser», a-t-elle soutenu, faisant savoir que les groupes d'experts UE-Algérie se réuniront rapidement pour discuter et décider de la suite à donner aux conclusions du Forum. Elle a indiqué, par ailleurs, que le commissaire chargé de l'action pour le climat et l'énergie, Miguel Arias Canete, a invité le ministre de l'Énergie, Salah Khebri, à Bruxelles pour la prochaine réunion annuelle de haut niveau, afin d'«évaluer les progrès achevés dans la mise en œuvre du partenariat énergétique stratégique, orienter son développement et donner continuité au dialogue».

S. O./APS

té et un défi», a estimé la porte-parole du Commissaire européen en charge du climat et de l'énergie, Miguel Arias Canete. «Il y aura davantage de points d'entrée en Europe pour le gaz algérien, mais il y aura aussi davantage de concurrence de la part d'un nombre grandissant d'autres fournisseurs en gaz», a-t-elle avancé. La porte-parole du Commissaire Canete soutient que les infrastructures d'accès au marché européen ne posent pas de problème dans la mesure où «des infrastructures importantes de transport du gaz de l'Algérie vers l'Europe existent déjà», mais regrette qu'elles soient «sous-utilisées». Selon elle, «le vrai défi se pose au niveau de la production: il faut relancer les investissements dans de nouveaux projets d'exploration et production de gaz». Cependant, la relance de la production et de l'investissement dans ce secteur en Algérie «requiert un cadre réglementaire et des conditions dans lesquelles les compagnies étrangères opèrent», a-t-elle avancé. Dans une contribution publiée début janvier par la revue «The Parliament», le commissaire européen à l'énergie avait relevé l'existence d'un «réel besoin» d'investissements dans de nou-

veaux projets d'exploration et de production de gaz en Algérie. «C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de travailler ensemble pour identifier les facteurs qui entravent les investissements et proposer des mesures incitatives à l'investissement», avait-il indiqué. Dans le cadre d'une revitalisation de sa diplomatie en matière énergétique et climatique, la stratégie pour une Union de l'énergie élaborée par la Commission européenne a souligné l'importance pour l'UE d'utiliser tous les instruments de sa politique extérieure pour établir des partenariats énergétiques stratégiques avec des pays producteurs et des pays ou régions de transit qui gagnent en importance, dont l'Algérie. A ce titre, la porte-parole de Canete a affirmé que «l'Algérie possède des ressources naturelles exceptionnelles», relevant son «potentiel énorme» en matière de gaz de schiste et des énergies renouvelables.

Objectif du forum : Promotion des investissements européens

Evoquant l'organisation du 1^{er} forum d'affaires algéro-européen dédié à l'énergie, Anna-Kaisa Iltkonen a fait remarquer que cet

événement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Memorandum d'entente sur l'établissement d'un partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie, signé par l'Algérie et l'UE en 2013. «Cet accord prévoit le développement et le renforcement de la coopération aussi bien dans le secteur des hydrocarbures, particulièrement le gaz naturel, que dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il met l'accent sur la composante industrielle et la nécessité de garantir un maximum d'intégration locale pour en assurer la pérennité», a-t-elle rappelé. Cet événement, a-t-elle dit, poursuit trois objectifs concrets, à savoir, la présentation des grandes opportunités d'investissement que l'Algérie offre dans le secteur de l'énergie, intéresser les entreprises européennes à investir en Algérie et de dialoguer avec les autorités algériennes et enfin, permettre aux opérateurs industriels algériens et européens de se rencontrer et de jeter les bases de possibles partenariats. Cependant, l'objectif ultime visé à travers l'organisation de ce forum est de «rassembler les institutions publiques, régulateurs, opérateurs industriels et financiers et experts, afin d'analyser les perspectives des

Emploi

L'ANEM signe deux protocoles d'accord avec Etterkib et Ericsson

L'Agence nationale de l'emploi (ANEM) a signé hier à Alger deux protocoles d'accord portant sur l'intégration et la formation professionnelles des demandeurs d'emploi, l'un avec la société Etterkib (filiale de Sonelgaz) et l'autre avec le groupe Ericsson, l'équipementier suédois des réseaux de télécommunications. La cérémonie de signature des deux protocoles s'est déroulée en marge de la clôture de la 6^e édition du Salon national de l'emploi inauguré jeudi dernier sous le thème «l'entreprise, instrument de diversification de l'économie nationale», et qui a été marqué par la participation d'environ 2

458 micro-entreprises (Ansej-Cnac), au niveau national. L'accord entre l'Anem et Etterkib «prévoit l'intégration et l'encadrement au sein de l'entreprise Etterkib des demandeurs d'emploi inscrits à l'Anem». Pour le DG de l'Anem, Mohamed Tahar Chalal, «l'Anem ne ménage aucun effort pour assurer l'accompagnement des demandeurs d'emploi et mettre à disposition des employeurs un maximum de candidatures afin de garantir la réussite des démarches de recrutement des entreprises». Il a ajouté que l'Anem «veille à épauler efficacement les candidats à l'emploi», soulignant que «le capital humain d'une entrepri-

se est le moteur de sa compétitivité et de son développement». De son côté, le P-DG d'Etterkib, Mohamed Chikhaoui, a indiqué que l'objectif de cette convention «est de faciliter l'intégration des jeunes que nous formons, mais aussi pour pouvoir bénéficier de leurs qualifications partout où nous avons des chantiers à travers le territoire national». Il s'agit également, selon le même responsable, de «former une nouvelle génération de techniciens en mesure d'assurer la relève, surtout que le groupe Sonelgaz a un programme de développement très important à travers la construction de centrales et de méga-centrales élec-

triques». S'agissant de l'accord avec Ericsson Algérie, il prévoit l'intégration et l'encadrement au sein de l'entreprise suédoise des étudiants issus de l'Institut national des postes et des technologies de l'information et de la communication (INPTIC) sis à Alger ainsi que l'Institut national des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication d'Oran (INTTIC). L'accord vise l'établissement de relations de coordination et de partenariat entre les deux organismes, pour répondre aux besoins d'Ericsson Algérie exprimés en termes de ressources humaines locales qualifiées dans des délais très courts.

«Il s'agit pour nous, à travers cet accord, de puiser dans la ressource humaine locale et de favoriser le transfert du savoir-faire pour encadrer les nouvelles recrues et les préparer pour répondre de la meilleure manière aux exigences technologiques du marché», a indiqué le DG de Ericsson Algérie, Yacine Zerrouki. La cérémonie a été marquée également par la distribution de distinctions à des micro-entreprises lancées à travers les dispositifs Ansej et Cnac et dont l'investissement a été une réussite aussi bien par le nombre d'emplois créés que par la qualité du produit mis sur le marché national. Amel B.

Aïn Defla

Baisse de 37% des accidents de la route durant les 4 premiers mois

■ Une baisse de 37% des accidents de la route a été enregistrée durant les 4 premiers mois de l'année en cours à Aïn Defla comparativement à la même période de l'année écoulée, a-t-on appris auprès du groupement local de la Gendarmerie nationale.

Par Ilham N.

«**C**e résultat est le fruit de la mise en place de plans "adaptés et minutieusement étudiés" que des unités spéciales (dont une aérienne) se sont chargées d'exécuter sur le terrain», a précisé le chef d'état-major du groupement local de la Gendarmerie nationale, le commandant Maâmria Ahmed, à la fin des portes ouvertes organisées depuis jeudi par ce corps de sécurité. Le recours à un nouvel appareil destiné à repérer les pneus lisses a également contribué à la diminution des accidents de la route sur le territoire de la wilaya, a ajouté le commandant Maâmria. Il a toutefois mis l'accent sur la nécessité pour ses services de «maintenir cette cadence de travail» afin de réduire le nombre d'accidents.

«Il nous faut absolument continuer sur cette lancée car le conducteur doit souvent être rappelé à l'ordre» a-t-il ajouté, signalant que les statistiques indiquent de manière «indéniable» que le facteur humain reste la cause principale de ce phénomène meurtrier. Un site web dénommé - tarriki - destiné aux conducteurs de véhicules entrera en fonction au courant de la semaine prochaine, a par ailleurs informé l'officier. Ce site comportera divers indicateurs relatifs notamment à la densité de la circulation routière en un point donné, aux éventuels travaux qui y sont exécutés ainsi qu'aux conditions météorologiques, a-t-il expliqué. «A la faveur de l'entrée en service de ce site, le conducteur disposera des informations susceptibles de l'aider à conduire dans les meilleures conditions possibles»,



Ph. > D. R.

a-t-il fait remarquer, émettant le souhait de voir ce site contribuer à «freiner l'hécatombe qui s'abat sur nos routes». Abrisés trois jours durant par les communes de Aïn Defla, El Attaf et Djendel, ces portes ouvertes ont notamment été marquées par des manœuvres par des équipes spéciales de la Gendarmerie nationale ainsi que l'exposition de divers équipements servant notamment à la lutte contre le crime ordinaire et organisé. Le chargé de communication du groupement de la Gendarmerie

nationale de Aïn Defla, le capitaine Boukhalfa a, pour sa part, estimé que le déroulement de cette manifestation dans 3 grandes villes de la wilaya a permis un «meilleur rapprochement» entre ce corps de sécurité et les citoyens.

Bientôt une promotion de gendarmes spécialisée dans l'information et la communication

Une promotion de 40 gendarmes spécialisés dans les

techniques de l'information et de la communication sortira «prochainement» de l'Ecole des sous-officiers de la Gendarmerie nationale de Miliana (Aïn Defla), a indiqué samedi un officier du groupement local de ce corps de sécurité.

«Première du genre, cette promotion compte notamment des techniciens spécialisés dans tout ce qui a trait à l'information et la communication», a précisé le chef d'état-major du groupement local de la Gendarmerie nationale, le commandant Meaâmria Ahmed, à la fin des portes ouvertes organisées depuis jeudi par ce corps de sécurité. Cette promotion entrera en service sur le terrain immédiatement après sa sortie, a affirmé le commandant Maâmria, faisant état de l'affectation des éléments qui la composent vers les groupements territoriaux à l'échelle nationale, les commandements régionaux ainsi qu'au niveau du commandement central de la Gendarmerie nationale.

«Le rôle de l'information et de l'information n'est plus à démontrer», a observé le même officier, affirmant que la future promotion ne pourra qu'«être bénéfique au corps de la Gendarmerie nationale».

Ilham N./APS

Sidi Bel-Abbès

Nécessité d'investir dans les activités répondant aux spécificités de la wilaya

Le directeur de l'Agence nationale du soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) de Sidi Bel-Abbès, Bekkdour Hakim, a insisté sur la nécessité d'investir dans les activités qui répondent aux spécificités de la région afin d'assurer le succès de ces micro-projets financés par l'Etat. En marge de la 6^e édition du Salon national de l'emploi des jeunes, qui se tient à la maison de la culture Kateb-Yacine, ce responsable a invité les jeunes à investir des créneaux répondant aux spécificités de la région pour assurer une meilleure rentabilité des projets et créer de l'emploi.

Dans ce contexte, Bekkdour Hakim a rappelé que la wilaya dispose de plusieurs potentialités dans le domaine agricole qui nécessite le renforcement de l'investissement dans les différentes filières et dans l'industrie alimentaire afin d'assurer la sécurité

alimentaire locale. La wilaya dispose également d'un tissu industriel important, représenté notamment par l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE), ce qui ouvre des possibilités d'investissements importantes dans le domaine de la recherche et fabrication de multiples composants et renforcer l'investissement dans les énergies renouvelables, en plus du développement de l'industrie électronique.

Concernant les entreprises créées au niveau de la wilaya dans le cadre de l'Ansej, le même responsable a indiqué que la wilaya compte 8 000 micro-entreprises activant dans plusieurs domaines, ajoutant que les agents de l'Agence effectuent périodiquement des sorties pour contrôler les activités de ces entreprises. Dans ce cadre, quelque 1 000 micro-entreprises ont été contrôlées. Sur ce nombre, 800 d'entre elles ont réussi à

concrétiser leurs projets tandis que les 200 restantes ont soit échoué ou changé de domiciliation, a-t-il précisé. Ces sorties visent, selon la même source, à assister ces jeunes porteurs de projets non concrétisés à les réorienter pour relancer leurs entreprises et de ce fait pouvoir rembourser leurs crédits. Concernant le financement de nouveaux projets, le responsable a indiqué que l'Agence donne la priorité aux activités qui ne connaissent pas une saturation et ceux qui vont apporter une valeur ajoutée pour impulser la dynamique du développement.

A noter que cette 6^e édition du Salon national, ouverte le 19 mai dernier à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'étudiant, enregistre la participation de plus de 60 entreprises créées dans le cadre de l'Ansej.

Ali O./agences

Tébessa

Raccordement de quatre communes au réseau de fibre optique avant fin 2016

Quatre communes de la wilaya de Tébessa seront raccordées au réseau de fibre optique avant la fin de l'année en cours, a indiqué le directeur de la poste et des technologies de l'information et de la communication (TIC), Abdelkader Fassih.

Cette opération qui s'inscrit dans le cadre du programme des activités d'Algérie télécom (AT), avec le soutien technique des services de la wilaya,

concernera les communes de El Houidjbet, El Merdij, Aïn Zerga, et Guentas, a souligné ce responsable, précisant qu'actuellement 24 des 28 communes de la wilaya de Tébessa sont raccordées au réseau de la fibre optique.

Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration de la couverture téléphonique à travers la bande frontalière sur 297 km, une étude a été récemment finalisée et

transmise au service concerné, a-t-on noté. Cette étude a concerné les régions d'Esfsaf dans la localité d'Aïn Zerga, Lamzara (Bir El-Atter), la route de Bouchebka (El Hohouidjbet), Aïn Sidi-Salah (El-Ouenza), Kolia (Kouïf), et Tabagua (Kouïf), a-t-on détaillé. Le même responsable a précisé que les services techniques de sa direction s'attendent actuellement à localiser les zones objets de perturbations et

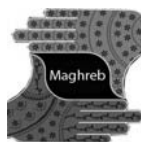
de fluctuations dans le fonctionnement du réseau de la téléphonie mobile, dans l'objectif d'y remédier.

M. Fassih a également fait savoir que «pas moins de 20 points à travers la wilaya de Tébessa, connaissent un accès difficile à l'Internet de troisième génération», ce qui requiert, selon lui, «une extension dans les installations techniques».

F.A.

Relizane Distribution de 130 logements promotionnels libres

UNE CÉRÉMONIE de remise des clés de 130 logements promotionnels libres a été organisée à Relizane, a-t-on constaté. Ces logements ont été réalisés au titre d'un programme de 400 unités dont 260 seront attribués à leurs propriétaires en décembre, a-t-on appris de Mohamed Hamri, promoteur privé qui réalise ce projet. Les logements de type F4 sont situés au quartier Ziraiya, à l'ouest du chef-lieu de wilaya. Les bénéficiaires ont dû attendre longtemps avant de prendre possession de leur bien, en raison des lenteurs enregistrées dans la réalisation du chantier, selon les déclarations de plusieurs souscripteurs. Il est à rappeler que 1 100 logements sociaux ont été distribués depuis le début de l'année en cours, dans les communes d'Oued Rhiou, Relizane, Bendaoud et Dar Ben Abdallah. Ce quota fait partie d'un programme de 6 000 logements qui sera distribué cette année, selon le wali de Relizane.



Tunisie

Habib Essid appelle les gouverneurs à privilégier l'action sur le terrain

■ Le Chef du gouvernement, Habib Essid, a appelé les gouverneurs à consacrer les deux tiers de leur temps de travail à l'action sur le terrain et à se rapprocher davantage des citoyens et d'être à l'écoute de leurs préoccupations.

Par Anis F.

Présidant les travaux de la Conférence périodique des gouverneurs, à la caserne de la Garde nationale d'El Aouina, en présence de membres du gouvernement, Habib Essid s'est dit insatisfait du rendement de certains gouverneurs qui «restent cloîtrés dans leur bureau et ne réservent pas la plus grande partie de leur temps aux visites de terrain». Il les a appelés à assumer, entièrement, leur responsabilité dans la gestion des affaires des citoyens, affirmant qu'il va prendre «les dispositions nécessaires contre ceux qui ne sont pas à l'écoute des citoyens». Pour lui, le gouverneur se doit de connaître dans les moindres détails la situation dans la région. Il a rappelé que le Conseil des ministres a approuvé vendredi un projet de décret gouvernemental relatif au rattachement de la Direction générale des affaires régionales à la Présidence du gouvernement, ce qui permettra, a-t-il dit, aux gouverneurs de bénéficier de plus larges prérogatives et de prendre les décisions qui s'imposent dans l'intérêt du citoyen. Habib Essid a, d'autre part, appelé les gouverneurs à entretenir de bons rapports avec les députés de la région, les organi-

sations nationales et la société civile, leur proposant de tenir des rencontres périodiques avec les acteurs sociaux, consacrées notamment aux affaires de la région. Le programme de la Conférence comporte des interventions du ministre de l'Intérieur sur la situation générale dans le pays et du ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale sur la dimension régionale du plan quinquennal de développement 2016-2020.

Le Canada annonce un partenariat sur la sécurité

Le ministre canadien des Affaires étrangères a annoncé à Tunis le lancement d'un partenariat sur la sécurité avec la Tunisie, d'une durée initiale de trois ans, afin d'appuyer ce pays dans «son combat contre le terrorisme».

«Il faut que la communauté internationale appuie la Tunisie dans son combat contre le terrorisme», a déclaré à la presse Stéphane Dion au terme d'un entretien avec son homologue tunisien Khemaies Jhinaoui. «C'est pourquoi j'annonce un investissement de quatre millions de dollars (environ 3,5 M EUR) sur les trois prochaines années,



PH: DR

pour que le Canada commence à avoir un partenariat sur la sécurité avec la Tunisie», a-t-il ajouté. Selon le chef de la diplomatie canadienne, il s'agira de voir

comment les deux pays peuvent «travailler ensemble de façon plus approfondie», «étape par étape». «Nos deux gouvernements verront à ce que cette

entraide (...) soit extrêmement efficace pour sortir la Tunisie de ce cercle vicieux où la sécurité est liée à l'économie», a-t-il encore relevé. **A. F./Agences**

Congrès d'Ennahdha : le rapport moral adopté par 814 voix pour et 38 voix contre

LE RAPPORT moral présenté au deuxième jour des travaux du 10^e congrès d'Ennahdha a été adopté par 814 voix pour, 38 voix contre et 100 abstentions. Il traite de la politique du mouvement durant la période allant du 9^e congrès en 2012 à l'actuel congrès, des décisions prises par le parti concernant le processus consensuel ou du mandat de la Troïka. Les congressistes auront également à trancher la question du choix de la composition du bureau exécutif par le mode de désignation

ou d'élection dans le cadre des modifications devant être introduites au règlement intérieur. Sur l'absence remarquée du président du bureau exécutif, Ameer Laarayedh, et du député Samir Dilou, le porte-parole d'Ennahdha, Oussama Sghaier, a dit ne pas être au courant d'une quelconque information signifiant qu'ils boycottent le congrès ou qu'il s'agit d'une réaction par rapport à l'une des questions inscrites à l'ordre du jour des assises du congrès. **A.F.**

Solidarité avec le peuple sahraoui

Plus de 20 tonnes de denrées alimentaires au profit des réfugiés

L'Association des amis du peuple sahraoui de Toledo Mora (Espagne) a envoyé une aide de denrées alimentaires (sucre, riz et farine) aux camps des réfugiés sahraouis, estimée à 22 tonnes. «Constituée, entre autres, de 13 700 kg de sucre et de 7 535 kg de riz, elle a été acheminée par semi-remorque vers le port d'Alicante pour prendre ensuite la destination du port d'Oran», a indiqué l'association précitée samedi dans un communiqué. «Le semi-remorque a été donné au Croissant-Rouge sahraoui dans le but de l'utiliser pour la distribution de l'aide humanitaire dans les camps», a précisé l'association. L'élan de solidarité de la société civile espagnole, représentée notamment par des associations, a été très soutenu au cours des derniers mois où de nombreuses associations amies avec le peuple sahraoui ont envoyé aux camps des réfugiés sahraouis d'importantes aides humanitaires constituées de nourriture, de matériel médical, de fournitures scolaires et autres moyens de transport. L'association de Burgos, amie avec le peuple sahraoui, avait en avril dernier

envoyé une aide humanitaire estimée à 24 000 kg, avait indiqué sa présidente, Maite Gimenez, qui avait souligné, de même que les autres responsables d'associations amies avec le peuple sahraoui que «bien que les besoins du peuple sahraoui soient nombreux et dont le plus important est sa liberté, tous les services de base tels que la nourriture, l'eau, les produits d'hygiène sont aussi importants et nécessaires pour le peuple sahraoui». Par ailleurs, la société civile espagnole solidaire avec le peuple sahraoui consent actuellement d'énormes efforts à réunir les fonds nécessaires pour garantir le succès à la campagne «vacances en paix». Ces associations, implantées un peu partout sur le territoire espagnol, à l'exemple de celles de Zamora, Galice et les Asturies et d'autres, organisent régulièrement des activités de sensibilisation en direction des familles espagnoles pour accueillir, dans les mois de juillet et août prochains, des enfants sahraouis qui viendront des camps de réfugiés passer des vacances en Espagne. Des activités sportives (courses à bicyclettes et autres

activités culturelles, écologiques, randonnées) et dîners de solidarité sont organisés afin de réussir le défi de ramener quelque 5 000 enfants sahraouis passer des vacances chez des familles d'accueil.

800 interventions médicales dans les camps

Quelque 800 interventions médicales ont été effectuées par la mission médicale algérienne dans les camps des réfugiés sahraouis dans le cadre d'une action de solidarité avec le peuple sahraoui, a indiqué le président de la mission médicale. Le chef du groupe parlementaire du parti Tadjamoue Amel El-Djazair (Taj) à l'Assemblée populaire nationale (APN), le D'Mohamed Kamel Abbazi, a relevé que cette initiative menée par cette mission, composée de 7 praticiens spécialistes, quatre en orthopédie et trois en oto-rhino-laryngologie (ORL), a permis d'effectuer des interventions chirurgicales et des consultations médicales spécialisées au profit des malades des camps de Smara, El-Ayoune, Boudjedour et Ousserd. Une

initiative de solidarité similaire sera organisée après le mois sacré de ramadhan prochain, avec le concours d'une importante équipe médicale, pour entamer des interventions chirurgicales au profit des divers cas malades consultés lors de cette action, a-t-il ajouté. Cette délégation médicale, retenue dans le cadre de l'initiative «Médecins engagés», s'est félicitée de l'accueil que lui a été réservé par le peuple sahraoui qui a «contribué à la réussite de cette action humanitaire», ayant permis également de constater de près la situation difficile que vivent les réfugiés sahraouis. «Cette situation incite le peuple sahraoui à s'attacher davantage à sa juste cause en dépit des conditions de la colonisation marocaine de leur terre», a témoigné le chef de cette mission médicale. M. Abbazi a indiqué que cette mission médicale a initié cette action humanitaire bénévole, depuis lundi dernier, en direction des réfugiés sahraouis en signe de solidarité et de soutien algérien indéfectible au peuple sahraoui et sa juste cause.

Kamel L./APS



Valls essaie de convaincre Israël, mais «la colonisation doit cesser»

■ Le Premier ministre français Manuel Valls a commencé hier le difficile travail visant à convaincre les Israéliens qu'une initiative de Paris pour la paix avec les Palestiniens était dans leur intérêt, tout en répétant que «la colonisation doit cesser».

Par Ali O.

M. Valls a entamé un délicat déplacement de trois jours en Israël et dans les Territoires palestiniens en inaugurant une centrale solaire construite par EDF-Energies nouvelles près d'Ashdod (ouest).

Relations d'affaires, coopération, culture, religion... Le déplacement de M. Valls se veut «global», selon ses services. Dans les faits, il risque d'être largement dominé par le projet français de réunir une conférence internationale pour relancer l'effort de paix, moribond depuis l'échec de la dernière initiative américaine en 2014. Le soutien palestinien est acquis. En revanche, M. Valls devrait faire face à une opposition maintes fois exprimée quand

il rencontrera le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lundi. Il y a une semaine, M. Netanyahu a mis en doute devant le chef de la diplomatie Jean-Marc Ayrault «l'impartialité française», en brandissant le vote par Paris d'une décision de l'Unesco qui a provoqué la colère israélienne. Dans un entretien accordé au quotidien palestinien «Al-Ayyam», M. Valls a de nouveau exposé les motivations d'une conférence internationale. «Ce qu'il faut maintenant, c'est convaincre chacun, et notamment les Israéliens, que cette dynamique est dans l'intérêt de tous», a-t-il dit. «Le chemin est étroit», a-t-il admis, et les Français sont «lucides, déterminés et modestes». Répondant à l'une des inquiétudes israé-

liennes, M. Valls a, comme M. Ayrault avant lui, pris ses distances avec les déclarations faites en janvier par l'ancien chef de la diplomatie Laurent Fabius selon lesquelles la France reconnaîtrait l'État palestinien en cas d'échec de l'initiative française. «Dire aujourd'hui quand nous reconnaitrons l'État palestinien, c'est acter par avance l'échec de notre initiative», a dit M. Valls.

M. Valls a invoqué le risque d'une nouvelle escalade pour justifier l'initiative. «Plus le temps passe, plus la viabilité d'un État palestinien s'estompe sous l'effet d'une colonisation qui se développe», a-t-il dit. «L'arrêt de la colonisation est un impératif. Car on ne peut pas vouloir à la fois discuter de la paix, être sincère dans la négociation et continuer dans le même temps à pratiquer le fait accompli sur le terrain», a-t-il insisté. M. Valls s'est présenté en «ami d'Israël», ce qui l'autorise à dire «avec encore plus de franchise: oui, la colonisation doit cesser». La France cherchera à jeter les bases d'une conférence internationale lors d'une réunion ministérielle le 3 juin en présence des grandes puissances et des principaux pays et organisations concernées, mais sans les Israéliens ni les Palestiniens.

M. Valls s'est employé à dissiper une autre préoccupation israélienne: «Il ne s'agit en aucun



PH. > D. R.

cas d'imposer quoi que ce soit, de nous substituer aux uns ou aux autres car ce sont les Israéliens et les Palestiniens qui devront négocier eux-mêmes la paix qu'ils souhaitent», a-t-il dit.

La France vient d'obtenir la confirmation - significative - de la présence du secrétaire d'État américain John Kerry le 3 juin à Paris. En revanche, les derniers soubresauts de la politique intérieure israélienne incitent plus que jamais à la prudence: M. Valls se trouve en Israël au moment où M. Netanyahu

semble en passe de faire entrer dans son gouvernement l'ultra-nationaliste Avigdor Lieberman, figure détestée des Palestiniens.

L'arrivée à la tête du ministère clé de la Défense de M. Lieberman, qui a accusé le gouvernement de manquer de fermeté face à la vague actuelle d'attaques palestiniennes et qui prône de nouvelles colonies en Cisjordanie occupée, cimenterait le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, selon des commentateurs.

A. O.



Points chauds

Compromis

Par Fouzia Mahmoudi

Si les chances d'une victoire à la primaire Démocrate américaine sont désormais quasi inexistantes pour Bernie Sanders, le candidat qui se catégorise comme étant socialiste a bien l'intention de peser dans la prochaine campagne présidentielle de Hillary Clinton. En effet, le sénateur du Vermont a beau être largement devancé par son adversaire dans la course à l'investiture Démocrate pour la présidentielle, il continue de défier les appels à se retirer, retardant le nécessaire rassemblement du parti. Selon un récent recomptage, Sanders ne totalise que 1 533 délégués (dont 39 superdélégués) sur les 2 383 nécessaires pour décrocher l'investiture à la convention Démocrate de Philadelphie, du 25 au 28 juillet, tandis que Clinton a recueilli 2 293 délégués (dont 525 superdélégués). Il lui manque donc 850 délégués pour emporter l'investiture, et 90 à Clinton, qui est quasi certaine d'atteindre la majorité lui assurant automatiquement l'investiture. Près de cinquante consultations ont eu lieu depuis février, et seuls quelque 20 % des délégués sont à attribuer. Et il ne reste que quatre journées de primaire, dont la grande du 7 juin en Californie et dans cinq autres États. La course ne prendra fin que le 14 juin avec la primaire de Washington DC. Cette résistance du sénateur du Vermont bouscule le projet de Hillary Clinton d'unifier le parti et d'abrèger les primaires. Et si en termes de votes le candidat «socialiste» est loin derrière son adversaire, l'enthousiasme de ses partisans est incomparable et continue d'alimenter sa popularité. D'ailleurs, les hauts cadres Démocrates craignent que la ferveur pro-Bernie Sanders ne gâche le sacre prévu de Hillary Clinton à Philadelphie. Le chaos de la convention Démocrate du Nevada, samedi 14 mai, résonne comme un avertissement. Mais la direction du parti Démocrate craint surtout que la popularité de Sanders ne finisse par se répercuter sur le programme de Clinton pour la présidentielle, celle-ci devant finalement céder aux demandes de l'aile gauche de son mouvement et procéder à des changements assez éloignés de son programme actuel. Et Sanders a d'ailleurs d'ores et déjà une liste de doléances. Elles portent notamment sur le fond, avec des sujets comme le réchauffement climatique et l'encadrement de Wall Street. Plus polémiques, elles comprendraient un salaire minimal de 15 dollars par heure et une position plus nuancée sur la question des relations entre Israël et la Palestine, rapporte le «Washington Post». Certaines sont plus politiques: le «New York Times» écrit qu'il veut changer la manière dont les primaires et les débats se déroulent. Il veut ouvrir le parti, notamment aux indépendants, étiquette qu'il a porté jusqu'à cette primaire, et changer le mode de financement électoral pour réduire l'importance des grands contributeurs et des lobbyistes. Des demandes qui semblent très éloignées des préoccupations de Clinton qui a toujours été, et c'est bien ce qui lui a été reproché, proche de Wall Street et de nombreux lobbyistes. Reste à savoir si elle acceptera ainsi de tourner le dos à ses soutiens financiers pour espérer, alors que Trump la rattrape dans les sondages, mobiliser l'ensemble des Démocrates, dont l'aile de gauche, qui a porté Sanders jusque-là.

F. M.

Turquie

Un fidèle d'Erdogan devient chef du parti au pouvoir et du gouvernement

Le ministre des Transports Binali Yildirim, fidèle allié du président Recep Tayyip Erdogan, devait être formellement élu hier à la tête du parti islamo-conservateur au pouvoir en Turquie et consacré nouveau Premier ministre, renforçant l'emprise de l'homme fort du pays sur l'appareil d'État. La principale mission du prochain chef du gouvernement sera de mener à bien le projet de changement constitutionnel voulu par M. Erdogan pour présidentialiser le régime politique turc.

Le congrès extraordinaire du Parti de la justice et du développement (AKP) s'est ouvert à 07h00 GMT sous le thème "la marche heureuse se poursuit!" et le vote à l'issue connue d'avance devait intervenir aux alentours de 13h00 GMT.

Des milliers de militants exaltés se sont massés à l'intérieur et à l'extérieur d'une salle de sports de la capitale turque où se tient ce congrès, a constaté l'AFP.

D'importantes mesures de sécurité ont été mises en place pour cet événement et des centaines de policiers ont été

déployés alors que la Turquie a été frappée ces derniers mois par des attentats meurtriers attribués à la rébellion kurde et le groupe de l'État islamique (EI).

«Nous allons poursuivre avec amour et un nouvel élan nos efforts pour gouverner le pays», a déclaré Bülent Turan, influent député de l'AKP, sur la chaîne d'information NTV. M. Yildirim succédera à Ahmet Davutoglu, qui a annoncé récemment son départ à la suite de tensions croissantes avec M. Erdogan. Ministre des Transports presque sans discontinuer depuis 2002, Binali Yildirim a été le maître d'oeuvre des projets d'infrastructure voulus par M. Erdogan.

Les milliers de kilomètres d'autoroutes, le troisième aéroport d'Istanbul, le troisième pont entre les rives asiatique et européenne d'Istanbul, le tunnel sous le Bosphore, le train à grande vitesse, tous ces grands projets ont été menés par cet ingénieur en constructions navales, né en 1955 à Erzincan (est), une province de l'Anatolie profonde qui a contribué à porter l'AKP au pouvoir en 2002.

M. Davutoglu devrait remettre sa démission dans la foulée de l'élection de M. Yildirim qui, à son tour, sera chargé par le président de former un nouveau cabinet, dès hier soir. Le gouvernement devrait porter l'empreinte de M. Erdogan, qui tient toujours les rênes du parti qu'il a fondé en 2001 même s'il est censé être neutre.

L'arrivée à la tête du gouvernement d'un homme très loyal au président permettra à ce dernier d'asseoir son autorité sur l'exécutif et de tourner la page Davutoglu, avec lequel des dissensions ont affleuré, notamment sur le conflit kurde, qui a repris l'été dernier, et sur la façon de négocier un accord crucial conclu en mars avec les Européens visant à réguler le flux de migrants vers l'Union européenne. «M. Yildirim pourrait être le dernier Premier ministre de Turquie (...) Il n'occupera qu'un rôle d'adjoint au président Erdogan dans le système (présidentiel) qu'il veut établir», a commenté le politologue Gökhan Bacik.

S. A.



Festival européen en Algérie

Une édition pleine de nouveautés

■ Le Festival européen d'Alger a été porteur de beaucoup de nouveautés cette année. De grands noms de la musique européenne ont pris part à cette édition riche en activités culturelles et artistiques. D'ailleurs, un public nombreux était présent dès l'inauguration de l'évènement.

Par Abila Selles

Inauguré le 9 mai, le 17^e Festival culturel européen en Algérie a pris fin hier avec un récital du «Trio Mediterraneo» (Croatie) à Alger et un concert de chant classique animé par Amancio Prada (France-Espagne) au théâtre régional d'Oran. En effet, le dernier jour de cet évènement qui a connu une forte affluence du public a été marquée par diverses activités culturelles. D'abord, de nouvelles disciplines artistiques, en plus de son habituel programme musical représentatif de la scène européenne actuelle, étaient présentées au public. Les scènes des salles Ibn-Zeydoun et Ibn-Khaldoun ont accueilli pour la première fois des séances de lectures publiques, animées par le collectif «Fabrique à lecteurs», récemment créé, invitant le public dans l'univers d'auteurs algériens et



européens contemporains. Constitué d'amoureux de la littérature, de poètes et d'écrivains, ce collectif, formé à la lecture sur scène, profite de la présence du public avant les concerts pour lui faire découvrir ou redécouvrir des extraits de textes d'auteurs algériens comme Ahlem Mostghanemi, Mohamed Dib et Samir Kacimi, ou étrangers comme la Portugaise Lidia Jorge, le Tchèque Milan Kundera et l'Italien Umberto Eco. Autre



Ph. DK

nouveauté, le théâtre de marionnettes a été introduit au programme du festival par la compagnie finlandaise «Théâtre D'illusia» qui a donné quatre représentations du spectacle «Quand l'ombre passe, sur les traces de Mohamed Dib», illustré par des figurines inspirées du travail du plasticien Rachid Koraichi. Ce rendez-vous annuel dédié à la culture européenne s'est, en outre, déployé sur plusieurs espaces culturels de la capitale tels que le Petit théâtre de l'Oref, la filmothèque

Mohamed-Zinet, l'Institut français d'Alger, le Bastion 23 ou encore la Basilique Notre Dame d'Afrique, en plus des projections à Tizi Ouzou et Béjaïa et des concerts de musique à Annaba et Oran. Mis en avant par les organisateurs, le dialogue des cultures, très présent dans les lectures et le théâtre, se traduisait également sur la scène musicale à travers des fusions et des duos entre musiciens algériens et européens, en plus de deux masters class animés par des musiciens belges et autri-

chiens. Comme chaque année, la programmation musicale du Festival européen a attiré un public nombreux, à l'instar du concert d'ouverture animé par la nouvelle star internationale de la musique touareg, le Nigérien «Bambino», Oumara Moctar, invité de la délégation, ou encore la prestation de Claudia Madur, la nouvelle voix du fado, un style très apprécié en Algérie.

Les concerts de jazz ont également connu un franc succès, notamment lors du passage très remarqué de la trompettiste psychédélique aux influences orientales, la Britannique Yazz Ahmed, qui avait invité la chanteuse algérienne Amel Zen, ou lors de la présentation de l'expérience musicale du «Manuel Hermia-M'Kachiche Quartet» une fusion menée par le saxophoniste et flûtiste belge Manuel Hermia et le violoniste algérien Kheireddine M'Kachiche.

A.S.

«Labyrinthe algérien, passé masqué, passé retrouvé»

Maurice Mauviel écrit le passé retrouvé d'une Algérie «méconnue»

«Labyrinthe algérien, passé masqué, passé retrouvé» est le titre d'un nouvel ouvrage de Maurice Mauviel qui propose de découvrir une Algérie méconnue et arrache à l'oubli de nombreux Algériens et Algériennes qui ont marqué l'histoire de leur pays. L'ouvrage très riche en faits et passionnant de 485 pages, qui vient de paraître chez L'Harmattan, invite les lecteurs à découvrir, à travers des récits, témoignages et textes rares, l'histoire de l'Algérie, l'Algérie de l'intérieur, qui est restée jusqu'à l'heure actuelle inconnue. Dans son résumé, l'auteur, un ancien enseignant ayant coopéré en Algérie pendant douze ans, explique que son ouvrage «arrache à l'oubli de nombreux Algériens et Algériennes : hardis corsaires de l'époque ottomane, jeunes combattants intrépides faisant face à l'Infidèle, femmes héroïques des Hautes Plaines dont la protestation véhémente demeure ignorée, Seigneurs du Sud admirés ou humiliés par les officiers français». Il raconte également l'histoire des Algériens «restés dans l'ombre, condamnés politiques

et (à) déportés dans des bagnes».

Maurice Mauviel, qui dédie son livre à ses anciens élèves du Sersou et à la mémoire de Germaine Tillion, dont ses œuvres «inspirent», dit-il, tout ce qu'il a écrit sur l'Algérie, a voulu questionner un temps mémoriel algérien et le restituer en se basant sur des documents aussi précieux que rares et parfois mêmes introuvables.

La plupart des lettres, documents, récits, poèmes, cités dans le livre, signale l'auteur, sont d'un accès difficile, dont plusieurs ne sont pas conservés dans des bibliothèques publiques françaises, certains sont des exemplaires uniques.

Maurice Mauviel, docteur en psychologie culturelle, s'appuie sur de nombreux auteurs de langue italienne qui se sont rendus en Algérie ou en ont parlé, dont Aristide Calani qui avait écrit un livre en 1854 totalement méconnu aujourd'hui (*Scene della vita militare in Algeria*, Napoli), Giuseppe Bottai, Vittorio Sereni et Giuseppe Garibaldi, qui avait écrit un roman «Manlio», paru seule-

ment en 1982. «Labyrinthe algérien» c'est également une expérience personnelle, dans un village de la plaine du Sersou à 900 m d'altitude dans la région centre-ouest des Hauts-Plateaux où il enseigna. Période où il a recherché patiemment des hommes ou des femmes qui «avaient réussi à tisser, en dépit du contexte colonial inégalitaire, des rapports chaleureux avec la population et les érudits locaux». Même s'il a vécu plusieurs années à Alger, c'est l'Algérie profonde qui l'a marqué et la chaleur humaine «exceptionnelle» dans un petit village.

«Les itinéraires que j'ai empruntés au Piémont, à Nice ou à Naples m'ont fait découvrir un Orient et un Maghreb perdus. Une Algérie vue du nord de la Méditerranée s'est insinuée en moi de façon subtile, par petites touches, au hasard des lectures», a-t-il affirmé dans l'introduction de son livre que l'universitaire Fatima Moussa-Babaci, qui a signé l'avant-propos, lui reconnaît son «attachement profond» à l'Algérie. F.H

Festival de Cannes

«Les vies de Thérèse» remporte la Queer Palm

Issus de toutes les sections de ce 69^e Festival de Cannes, 18 candidats concourraient pour la Queer Palm qui, depuis 6 ans maintenant, récompense le long métrage qui aborde le mieux des thématiques homosexuelles, bisexuelles, transgenres ou «Queer», c'est-à-dire proposant des sujets et personnages cassant les codes de genre, et donnant à voir autre chose que la norme.

Si Alain Guiraudie pouvait espérer décro-

cher son deuxième prix avec «Rester verticale», après celui de «L'Inconnu du lac» en 2013, c'est aux «Vies de Thérèse» de Sébastien Lifshitz que le jury emmené par Olivier Ducastel et Jacques Martineau a remis le trophée. Et ça n'est pas vraiment une surprise puisque le film, premier documentaire à recevoir la Queer Palm, s'attache à Thérèse Clerc, décédée le 11 février dernier. Une grande figure du féminisme mili-

tant, qui s'est notamment battue pour le droit à l'avortement, l'égalité entre les sexes ou le droit des homosexuels.

Présenté à la Quinzaine des Réalisateurs et actuellement sans date de sortie dans les salles françaises, le film succède à «Carol» de Todd Haynes, tandis que «Gabber Lover», Français lui aussi, a été élu Meilleur court métrage.

R.I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie d'art Asselah-Hocine
Jusqu'au 30 mai :

Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska.

Palais de la Culture Moufdi-Zakaria (Kouba, Alger)

Jusqu'au 30 mai :
Exposition «Les villes d'Algérie».

Galerie Seen Art
Jusqu'au 31 mai :

Exposition collective «Regards intemporels» des artistes Mustapha Adane, Souhila Belbahar, Salah Hioun et Rezki Zerarti.

Galerie d'art Sirius
Jusqu'au 31 mai :

Exposition «Haïk Vibes. Amour, mystère et féminité», de l'artiste Alexandra Gillet.

La Coupole d'Alger (Complexe olympique Mohamed-Boudiaf)

2 juin :
Le rappeur Maître Gims anime un spectacle.

Bastion 23 (Bd Amara-Rachid, Bab-El-Oued, Alger)

Jusqu'au 11 juin :
Exposition de photographies «Constantine, regards croisés, patrimoine et culture», dans le cadre du 17^e Festival culturel européen en Algérie.

Un «modèle de professionnalisme en Algérie» Le satisfecit de Kerbadj à l'USMA

■ Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Mahfoud Kerbadj, a qualifié l'USM Alger de «modèle de professionnalisme» en Algérie, à l'issue de la cérémonie de remise du trophée du championnat de Ligue 1 Mobilis aux Algérois, vendredi soir, après la victoire à domicile contre le DRB Tadjenanet (2-1) pour le compte de la 29^e et avant-dernière journée de la compétition.

Par Racim S.

«**E**n toute objectivité, j'ose dire que l'USMA est le seul club en Algérie ayant réussi à passer avec succès du mode amateur à celui professionnel. Cela se vérifie de saison à une autre aussi bien sur le plan sportif qu'administratif», a déclaré Kerbadj à la presse.

«Le mérite revient évidemment aux frères Haddad qui depuis leur rachat du club sont en train de faire de lui un véritable modèle de professionnalisme en Algérie. Je souhaite que les autres équipes de l'élite prennent exemple des Usmistes pour le bien de notre football», a ajouté Kerbadj. L'USMA, tout comme les autres formations des deux Ligues 1 et 2, a créé sa société sportive par actions au cours de



Ph. > D. R.

Semi-marathon international «Emir Abdelkader» Victoire de l'Américain Maroufitef et de la Kenyane Chipenket

L'AMÉRICAIN Mourad Maroufitef et la Kenyane Reith Chipenket ont remporté le semi-marathon international «Emir Abdelkader» qui s'est déroulé samedi à Mascara à l'occasion de la commémoration du 133^e anniversaire de la mort du fondateur de l'Etat algérien moderne. L'athlète Anis Selmouni du Maroc a remporté la deuxième place de cette course chez les messieurs devant Paul Léonic du Kenya, selon les résultats communiqués par la direction de la jeunesse et des sports. Chez les dames, l'athlète algérienne Kenza Dahmani a décroché la 2^e place, suivie de sa compatriote Malika Benderbal. Sur 660 athlètes de 89 pays dont l'Algérie, les Etats-Unis d'Amérique, le Maroc, le Qatar, le Kenya, le Portugal, l'Ethiopie et l'Erythrée, 330 athlètes ont franchi la ligne d'arrivée. En marge du semi-marathon, des manifestations culturelles et économiques ont été organisées à travers les communes de la wilaya de Mascara, dont une exposition de produits industriels nationaux et autres d'artisanat local. Les athlètes participants ont bénéficié d'une virée touristique à des sites archéologiques remontant à l'époque de l'Emir Abdelkader et à la ville thermique de Bouhanifia.

H. S.

l'été 2010 qui avait vu le passage du football national vers le professionnalisme.

Le club de «Soustara» a célébré vendredi son 7^e titre de champion d'Algérie par une

cérémonie riche en couleurs organisée à l'issue du match face au DRBT.

A une journée de la fin du championnat, les Rouge et Noir de la capitale, finalistes malheu-

reux de la Ligue des champions 2015 en novembre dernier, comptent pas moins de 13 points d'avance sur leur dauphin, la JS Saoura (58 contre 45). Outre ses 7 titres de cham-

pion d'Algérie (1963, 1996, 2002, 2003, 2005, 2014 et 2016), l'USMA a remporté 8 coupes d'Algérie (1981, 1988, 1997, 1999, 2001, 2003, 2004 et 2013).

R. S.

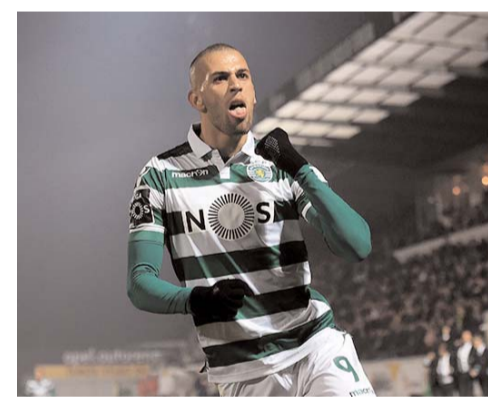
Football/transfert

Tottenham prend option pour le recrutement de Slimani

Tottenham, troisième au classement final du championnat anglais de football 2015-2016, a pris une option pour le recrutement de l'attaquant international algérien du Sporting Lisbonne (division 1/Portugal), Islam Slimani, rapporte samedi le site du quotidien *A Bola*. Le club londonien aurait trouvé un accord avec son homologue du Sporting pour boucler le transfert du buteur algérien à hauteur de 20 millions d'euros au moment où la clause libératoire est fixée à 24 millions d'euros, selon la même source. Tottenham semble prendre ainsi une longueur d'avance sur les deux autres clubs

anglais intéressés par Slimani : Leicester City et Manchester United, précise *A Bola*. Slimani (27 ans) a réalisé cette saison un record personnel en marquant 27 buts en «Liga Nos», contre 12 la saison passée et 8 lors de celle d'avant. Ses performances lui ont permis de terminer deuxième au classement des meilleurs buteurs du championnat clôturé dimanche passé, derrière le Brésilien Jonas (Benfica), auteur de 32 buts. Le meilleur buteur en activité de la sélection nationale (23 buts) est sous contrat avec Sporting Lisbonne jusqu'en 2020.

R. S.



MO Béjaïa

Un conseil de gestion provisoire installé début juin

Un conseil de gestion sera installé en début juin prochain pour prendre provisoirement les commandes du MO Béjaïa en attendant l'arrivée d'un éventuel repreneur de la société sportive par actions (SSPA) du club de Ligue 1 algérienne de football, a appris l'APS samedi auprès de Mohand Sadjji, manager général des «Crabes». Cette décision a été prise après que les membres de l'actuel conseil d'administration, à leur tête le président Boubekeur Yekhllef, ont décidé de jeter l'éponge «à cause de la crise financière aigue» à laquelle le club est confronté, précise la même source. Pour faire face justement à cette situation, les actionnaires de la SSPA/MOB ont décidé l'ouverture prochaine du capital social du club dans l'espoir de voir un éventuel investisseur se manifester pour le rachat de la

majorité des actions de leur société. Cela se passe avant moins d'un mois du début de la phase des poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) à laquelle les Béjaouis se sont qualifiés pour

leur première participation internationale, en passant l'écueil de l'ES Tunis mardi dernier. Outre l'imminent départ du président Yekhllef, l'entraîneur Abdelkader Amrani a lui aussi annoncé qu'il quittait le MOB à l'issue du pro-

chain match en déplacement face au NA Hussein-Dey pour le compte de la 30^e et dernière journée du championnat. Sa prochaine destination sera l'ES Sétif, selon le président de cette formation, Hassen Hamar. Riad D.

JO 2016

Ait Athmane convoqué pour le rendez-vous de Rio

LE MILIEU de terrain algérien du Sporting Gijon, Rachid Ait Athmane, est convoqué en sélection nationale olympique pour prendre part au tournoi de football des jeux Olympiques Rio JO-2016, a annoncé samedi son club de première division espagnole de football sur son site officiel. Agé de 23 ans, il ne figurait pas dans la liste des 24 joueurs dévoilée jeudi soir par le sélectionneur Pierre-André Schurmann en prévision du pre-

mier stage de préparation prévu du 9 au 30 juin au Centre national des sports et loisirs de Tikjda (Bouira). Le joueur de Gijon avait été convoqué pour la première fois par le sélectionneur des olympiques en novembre 2015 pour prendre part au championnat d'Afrique des nations des moins de 23 ans qualificatif aux JO-2016 disputé au Sénégal, mais son club a refusé de le libérer. Ait Athmane est désormais le 3^e joueur évo-

quant à l'étranger à être convoqué pour le rendez-vous de Rio après Haris Belkhabla (FC Tours/France), et Ramy Bensebaini qui vient de quitter Montpellier (Ligue 1/France). Ces deux joueurs figurent dans la liste concernée par ce premier stage. La sélection algérienne évoluera lors des JO 2016 dans le groupe D en compagnie de l'Argentine, du Portugal et du Honduras.

Y. S.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tlemcen

Saisie de 3,80 quintaux de kif traité

LES ÉLÉMENTS de la brigade mobile de la Police judiciaire de la localité frontalière de Beni Boussaïd ont saisi une quantité de 3,80 quintaux de kif traité provenant du Maroc, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tlemcen. Agissant sur des informations selon lesquelles un groupe de narcotrafiquants tenterait d'introduire une grande quantité de drogue à partir de la zone frontalière vers la daïra de Beni Snouss, les éléments de cette brigade mobile ont mis en place un dispositif sécuritaire qui a permis de repérer un véhicule suspect dont le conducteur a refusé d'obéir aux injonctions et prendre la fuite.

Après une course-poursuite sur la route conduisant de la bande frontalière au village Ouled Moussa à Beni Snouss, les policiers ont réussi à intercepter le véhicule et procédé à l'arrestation de son conducteur âgé de 29 ans, précise-t-on dans un communiqué. Le mis en cause a reconnu qu'il convoyait cette marchandise prohibée, emballée dans 18 colis, pour la remettre à une autre personne. Celle-ci a été arrêtée ensuite à son domicile, ajoute-t-on de même source. L'enquête se poursuit pour identifier les individus impliqués dans cette affaire et déterminer la destination finale de cette drogue.

Kamel O.

Béjaïa

Une tentative de vol de véhicule avortée

«LES ÉLÉMENTS de la brigade criminelle de la police judiciaire de la sûreté de Béjaïa ont réussi, lors d'une ronde policière effectuée la nuit ces derniers jours, à déjouer une tentative de vol d'un véhicule de type Golf de 4^e génération au niveau de la cité Naciria, appartenant à S.N. 56 ans», apprend-on auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Le véhicule était stationné près de son domicile. La tentative de vol a eu lieu vers 3h. Les policiers ont surpris le voleur en flagrant délit. Il ten-

taît d'ouvrir le véhicule. Il s'agit de M.Y. 36 ans, natif de Aït R'net dans la wilaya de Sétif. Les policiers ont confisqué les objets utilisés pour forcer la porte de la voiture. Le mis en cause a été transféré au commissariat central où il a été auditionné avant d'être présenté au procureur de la République près le tribunal de Béjaïa pour «tentative de vol de véhicule». «Le prévenu a écopé de 18 mois de prison ferme et une amende de 50 000 DA», ajoute la même source.

H.C.

Crash de l'avion EgyptAir

Toutes les hypothèses possibles, selon le président al Sissi

LE PRÉSIDENT égyptien Abdel Fattah al-Sissi a déclaré hier que «toutes les hypothèses sont possibles» et aucune n'est privilégiée pour expliquer le crash jeudi du vol d'EgyptAir Paris-Le Caire en mer Méditerranée. «Il n'y a pas à ce jour d'hypothèse spécifique que nous puissions confirmer de manière définitive», a précisé le chef de l'Etat dans un discours télévisé. Il a promis que «les résultats de l'enquête seront annoncés dès qu'ils seront disponibles». Le ministre de l'Aviation civile avait privilégié la thèse de l'attentat le jour même de la catastrophe il y a trois jours mais, depuis, l'absence de revendications et l'émission d'alertes signalant de la fumée à bord et une défaillance du système de commandes de vol ont renforcé celle de l'incident technique. Les recherches ont repris hier matin en Méditerranée, trois jours après le crash pour localiser les «boîtes noires» qui aideront peut-être à trancher entre la thèse de l'accident et celle de l'acte terroriste. Le vol MS804 s'est abîmé en mer Méditerranée dans la nuit de mercredi à jeudi avec 66 personnes à bord après avoir soudainement disparu des écrans radars.

G. T.

3^e Région militaire

Gaïd Salah en visite de travail à Béchar

LE GÉNÉRAL de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectuée à compter de dimanche une visite de travail et d'inspection dans la 3^e Région militaire à Béchar pour «s'enquérir de la disponibilité opérationnelle des unités de l'ANP», a annoncé le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. Cette visite s'inscrit

également «dans la dynamique de ses visites sur le terrain au niveau des Régions militaires» et dans le cadre de «l'évaluation de l'exécution du programme de préparation au combat pour l'exercice 2015-2016, et ce, à travers l'exécution d'exercices tactiques», a-t-on précisé de même source. Au siège de la 40^e Division d'infanterie mécanisée, le général de corps d'armée, en compagnie du général-major Saïd Chengriha, commandant de

cycle primaire Coup d'envoi des examens de fin d'année

PAS LA PEINE
DE VOUS STRESSER
TOUT LE MONDE
L'AURA!



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

L'examen de fin du cycle primaire s'est déroulé au sein des écoles

Les sujets à la portée de tout le monde

Plus de 700 000 élèves répartis sur plus de 13 000 centres d'examen ont passé hier les épreuves de fin de cycle primaire. Contrairement aux années précédentes, cette année la majorité des élèves de cinquième passent leurs examens dans leurs établissements respectifs. Pour les autres, les responsables ont jugé important leur déplacement vers d'autres centres, en raison de leur nombre insignifiant.

Par Louiza Ait Ramdane

Le coup d'envoi des épreuves devant permettre aux élèves d'accéder au cycle moyen a été donné dans la wilaya d'Illizi par la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrît. Pour cette année, les épreuves de fin du cycle primaire s'est déroulé au sein de leurs écoles. La raison ? «C'est dans l'objectif de les mettre à l'aise du point de vue psychologique». Mais l'opération ne s'est pas généralisée pour toutes les écoles. «Certains élèves ont été déplacés vers d'autres centres plus proches en raison de leur nombre insignifiant. Il y a des écoles où le nombre d'élèves ne dépassait pas les 7. Donc, c'est impossible d'ouvrir un centre avec un nombre infime. Pour cette raison, nous étions dans l'obligation de les déplacer vers

d'autres centres les plus proches», a expliqué un directeur d'une école primaire.

À noter aussi qu'une seule session est prévue après la suppression de la session de rattrapage. Ils ont été examinés dans trois matières, à savoir la langue arabe, les mathématiques et la langue française. Au premier jour des épreuves, la majorité des candidats ont indiqué que les sujets étaient abordables et à la portée de tous. C'est dans une ambiance de joie mêlée au trac que les candidats à l'examen de cinquième se sont rendus hier très tôt aux centres d'examen. Surtout que leur majorité ont passé les épreuves dans leurs écoles. Les épreuves de langue arabe et de mathématiques étaient faciles. L'après-midi à 15 heures, les jeunes candidats ont composé sur un sujet de français. Même réplique : le sujet est à la portée de tout le monde. La ministre de l'Education nationale a affirmé hier, à partir d'Illizi, que l'examen de fin de cycle primaire se déroulait dans «de bonnes conditions» à travers tout le territoire national, soulignant que la tenue de cet examen au sein de leurs établissements scolaires permettrait aux élèves d'augmenter leurs chances de réussite. Elle a en outre estimé que la nouvelle mesure qui permet aux élèves de passer leur examen dans leurs établissements scolaires est à même de préserver leur moral vu leur jeune âge et

R. N.

d'augmenter leurs chances de réussite. La ministre a affirmé par ailleurs que la session de rattrapage de l'examen de fin de cycle primaire a été annulée vu le taux de réussite qui avoisine les 100%. La ministre a salué la hausse du taux des candidates à cet examen dans cette wilaya (753 candidates) et du nombre de centres d'examen qui est passé de 11 l'année dernière à 42 centres cette année. Benghebrît a en outre indiqué que toutes les conditions étaient assurées pour le succès de cet examen, précisant que des appareils de climatisation avaient été installés dans les classes. Selon le directeur de l'enseignement fondamental au ministère de l'Education nationale, Mohamed Mourad, les épreuves de l'examen ont été achevées par voie aérienne en toute sécurité, au niveau des centres d'examen. Par ailleurs, il a indiqué que chaque élève ouvre droit à un repas, affirmant que le ministère a prévu des repas équilibrés au profit des élèves. Le ministère de l'Education nationale octroie l'équivalent de 100 dinars pour le repas de chaque élève, a-t-il ajouté, soulignant que le Conseil de la wilaya d'Illizi a contribué financièrement. Concernant la surveillance des salles d'examen, Mohamed Mourad a indiqué que deux surveillants sont affectés à chaque salle.

L. A. R.